

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

MARSEILLE, le 08/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GEOSEL MANOSQUE

PASSAIRE ST MARTIN
CS 90024
04107 MANOSQUE
04100 Manosque

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006405518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 MANOSQUE. L'inspection a été annoncée le 13/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été déclenchée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSEL MANOSQUE
- PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 MANOSQUE
- Code AIOT : 0006405518
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'activité du site est le stockage en cavités salines souterraines d'hydrocarbures liquides (produits raffinés et brut notamment).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réglementation applicable au site dans les domaines des risques accidentels (incendie notamment), rejets, situation administratives, gestion de l'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réfrigération en circuit ouvert / limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 2 et 14	/	Sans objet
7	PDI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Situation administrative / Rubriques	Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.511-1	/	Sans objet
2	Etude Séisme	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 11	/	Sans objet
3	Modifications et Arrêté Préfectoral	Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.181-14	/	Sans objet
4	Etude de dangers	Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-41	/	Sans objet
5	Garanties financières SEVESO	Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.516-1	/	Sans objet
6	Visite Terrain	Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.511-1	/	Sans objet
8	COV canalisés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
9	COV diffus	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance des différentes thématiques réglementaires abordées. Le

site est correctement entretenu et la visite terrain n'a pas fait apparaître de non conformité manifeste.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Situation administrative / Rubriques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.511-1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste à jour de ses rubriques, et cette liste correspond à ce qui est autorisé par AP.
Constats : L'exploitant dispose bien de la liste de ses rubriques à jour. Les activités réalisées sont bien autorisées par l'arrêté préfectoral. Il transmettra cette liste à jour à l'inspection des installations classées, en précisant les volumes d'activités exacts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Réfrigération en circuit ouvert / limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 2 et 14
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit justifier qu'il met en œuvre les mesures nécessaires pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau,
Constats : L'exploitant dispose d'un ensemble de pompes dont certaines sont refroidies par de l'eau utilisée en circuit ouvert. Le refroidissement en circuit ouvert est strictement interdit, et l'exploitant devra transmettre la liste de ses pompes refroidies, en indiquant celles qui sont refroidies en circuit ouvert, et en évaluant la quantité d'eau utilisée pour cet usage. De plus il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois le bilan de ses consommations d'eau par usage, accompagné d'une évaluation qualitative et quantitative des mesures qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de sécheresse (il pourra en particulier identifier les opérations fortement consommatrice d'eau qu'il pourrait reporter en cas d'alerte sécheresse).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etude Séisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Séisme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devait transmettre son étude séisme avant le 01/01/2020.
Constats : L'exploitant a transmis ses études sismiques. Une transmission numérique est demandée par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modifications et Arrêté Préfectoral

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'activité de l'exploitant est conforme à la situation administrative connue. L'exploitant doit déclarer l'ensemble des modifications notables.
Constats : Les modifications notables ont toutes été portées la connaissance de l'IIC. Les installations sont conformes à la situation autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2022, article L.515-41
Thème(s) : Situation administrative, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un POI et d'une EDD à jour, conforme à l'état actuel des installations.
Constats : L'exploitant est à jour de ses obligations. Il est rappelé que la notice de réexamen est attendue pour fin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Garanties financières SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait partie de la liste des établissements soumis à la constitution de garanties financières au titre de l'article L.516-1 II.
Constats : L'exploitant n'a ni estimé ni constitué ses garanties financières cependant la constitution des garanties pré-citées ne sont requises, pour les installations rentrées dans le régime ICPE du fait de la modification de la nomenclature ICPE en 2015, qu'à partir du premier changement d'exploitant ou modification notable conformément aux circulaires du 18/07/1997 et du 11/01/2007 . Ce point a été rappelé à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Visite Terrain

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2022, article L.511-1
Thème(s) : Autre, Visite Terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la bonne tenue de ses installations, à leur propreté, et au respect des dispositions réglementaires applicables afin de garantir la sauvegarde des intérêts visés au L.511-1 du code de l'Environnement.
Constats : L'inspection terrain n'a pas laissé apparaître de non conformité particulière. L'inspection note la bonne prise en compte de la remarque formulée lors de la précédente inspection concernant la mise en place de rétention y compris sur des phases transitoires (sous les citernes destinées au traitement de la saumure dans le cadre d'une opération ponctuelle). Les ouvrages R1007, R1008, la zone pomperie, les bassins saumures, ainsi que la tête de puis située à proximité de ces bassins saumure ont été visitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un PDI à jour.
Constats : L'exploitant dispose d'un unique bac de stockage aérien soumis à l'arrêté du 03/10/10. Il devra veiller, lors de la prochaine révision de son POI, d'intégrer la justification de la conformité de sa stratégie incendie vis-à-vis de l'article 43 de l'arrêté du 03/10/10.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : COV canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste des installations émettant des COV et est en mesure de justifier du nombre limité d'émissaires.
Constats : L'exploitant a identifié ses sources d'émission. Il a en particulier prévu dans un objectif de réduction de ses émissions de COV, d'installer un toit flottant sur son bac de contaminants, ainsi que de repeindre le bac d'une couleur plus claire la couleur actuelle impactant négativement les émissions. Il transmettra à l'inspection son dernier bilan d'émissions des COV (fugitifs et diffus) ainsi que son programme de travaux concernant l'installation du toit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : COV diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier d'une méthode de quantification des rejets diffus et des rejets fugitifs.
Constats : L'exploitant réalise une campagne de mesure des émissions fugitives tous les 5 ans. Les fuites identifiées sont réparées dans l'année suivant la réalisation des contrôles, dans la mesure du possible, ou lors des opérations de maintenance prévues si l'installation ne peut être mise à l'arrêt. L'exploitant transmettra les résultats des derniers contrôles ainsi que la justification de la réparation des fuites identifiées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet